



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2809
3 juin 2022
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Face à une société de plus en plus folle

Votez

Lutte ouvrière



PHOTOS LO

Les 27, 28 et 29 mai **Une fête réussie !**

Pages 7 à 11



Leur société

- Stade de France : allez les "bleus" ! 3
- Le racolage de l'extrême droite 3
- Urgences : Macron en représentation 3
- Retraites : Borne prévoit la poursuite des attaques 4
- Gouvernement et syndicats : paroles, paroles... 4
- CAC 40 : les quarante voleurs 4
- Prix de l'électricité : un bouclier bien percé 5
- Éducation nationale : des enseignants, il y en aurait ! 5
- SNCF : le prix des billets explose 5
- Chantiers du Grand Paris : encore un accident 6
- Mort d'une migrante : les gendarmes en accusation 6
- Calais : la tragédie continue 6
- Lyon 7^e : l'école prend l'eau, la mairie s'en lave les mains 6
- Durisotti - Salaumines : une grève victorieuse sur les salaires 13
- Marseille : billets pour l'Algérie, le mépris et le racket 13
- Maisons-Alfort : la mobilisation des locataires a payé 13

La Fête

- Presles les 27, 28, 29 mai : une réussite ! 7
- Nathalie Arthaud le 28 mai : « Il faut vouloir renverser le capitalisme » 7
- La Fête en images 8 et 9
- « Pas un euro pour les marchands de canon ! » 10
- Le 29 mai : « L'avenir, c'est l'internationalisme » 11



Dans le monde

- Ukraine : le jeu de bascule de Macron 12
- UE-Russie : embargo moderato 12

Dans les entreprises

- Continental - Toulouse 14
- PEI - Renault-Technocentre 14
- Vallourec - Saint-Saulve 14
- Aiguilleurs SNCF 15

Élections législatives

- Avec Lutte ouvrière, des candidats du monde du travail 16

Contre cette société de plus en plus folle, votez Lutte ouvrière !

Supporters bloqués pendant des heures, aspergés de gaz lacrymogènes et molestés par la police... la finale de la Ligue des Champions a tourné au fiasco. Et encore heureux, on ne compte pas de mort ! Après avoir accusé, à tort, les supporters de Liverpool, les responsables se renvoient la balle. Et derrière qui se cachera encore le gouvernement ?

Macron est toujours prêt à se mettre en avant. Quand il a fallu trouver un point de chute pour cette finale, initialement prévue en Russie, il a fait valoir le « savoir-faire français » dans l'organisation de ces grands événements. Mais en voilà le résultat !

À ce « savoir-faire français » s'ajoute maintenant la marque de Lallement, le préfet de police de Paris, l'agité de la matraque, l'accro au gaz lacrymo. Ce dernier a cru pouvoir régler les problèmes comme il l'a fait avec les gilets jaunes ou les jeunes des banlieues : en tapant dans le tas.

Une fois de plus, le gouvernement s'est montré totalement dépassé par la situation. En fait, il est dépassé dans tous les domaines : par la crise des hôpitaux, par le manque de personnel dans l'Éducation nationale, par la flambée des prix. Il est dépassé par la crise économique et le délitement de la société qui en résulte.

Tout le système marche sur la tête. Il n'y a plus d'argent pour assurer un fonctionnement à peu près normal de la vie sociale. Il n'y a plus d'argent pour payer des salaires dignes au personnel des hôpitaux ou pour faire fonctionner les collectivités locales. Mais il y a des milliards qui s'accumulent du côté de la bourgeoisie.

Cette abondance alimente la spéculation et fait exploser tous les prix : les prix des footballeurs, les prix de l'immobilier et, avec la guerre en Ukraine et les menaces de sanctions et de pénuries, le prix de toutes les matières premières, du pétrole au blé.

La société craque par tous les bouts. Il y a une façon de la remettre sur ses pieds, c'est que les travailleurs se battent pour que les richesses créées reviennent à la classe productive.

Les milliards réalisés doivent servir à augmenter les salaires, à embaucher dans le privé et dans le public, dans les hôpitaux, les écoles, les transports. Ils doivent servir au paiement des retraites et à financer les études de la jeunesse. Ils doivent permettre l'épanouissement des classes populaires en rendant la culture, le sport et les loisirs

accessibles à tous.

Que ce soit pour nos affaires quotidiennes ou pour la marche du monde, les dirigeants nous mènent à la catastrophe. Alors, le monde du travail doit retrouver la volonté d'agir par lui-même. Il doit renouer avec ce qui fait sa force : les luttes collectives. Il n'y a rien à attendre d'en haut, des institutions, c'est à nous de nous organiser et de nous battre pour nous faire respecter, mais aussi pour changer toute la société.

C'est pour affirmer cela que Lutte ouvrière présente des candidats dans toutes les circonscriptions aux élections législatives.

Ils sont à l'image du monde du travail : la plupart sont en activité, d'autres au chômage ou n'ont que des emplois précaires. D'autres sont à la retraite ou encore étudiants.

Il y a tous les statuts, des salariés du privé, des fonctionnaires, des indépendants aussi. Ils sont ouvriers, facteurs, aides à domicile, conducteurs de bus, infirmières, caristes, techniciens de maintenance, employés, enseignants, mécanos, chauffeur de taxi, informaticiens free-lance... À l'image des classes populaires, ils ont souvent des origines des quatre coins du monde.

Aucun n'est politicien professionnel. Aucun ne vendra ses convictions ou sa révolte contre le système capitaliste pour faire carrière. Ils partagent les préoccupations des familles populaires, leurs galères quotidiennes. S'ils étaient élus, ils représenteraient infiniment mieux la population laborieuse que les beaux parleurs, issus, dans leur écrasante majorité, des milieux privilégiés, quand ils ne sont pas politiciens de père en fils ou en fille.

Les candidats de gauche, de droite ou d'extrême droite rivalisent pour gérer le capitalisme alors même que ce système nous condamne à l'exploitation, aux inégalités, aux crises et à la guerre. Voter pour les candidats de Lutte ouvrière, c'est affirmer que ce système est à renverser.

C'est aussi rejeter le racisme et le nationalisme, toutes ces idéologies qui dressent les travailleurs les uns contre les autres. Et c'est affirmer que les travailleurs, qui font tourner la société, sont capables de la diriger bien mieux que la grande bourgeoisie aveuglée par sa course au profit ! Le 12 juin, soyons nombreux à voter pour les candidats de Lutte ouvrière !

Nathalie Arthaud



Les candidats de Lutte ouvrière en meeting à la fête de Presles, samedi 28 mai.

Stade de France: allez les "bleus"!

Samedi 28 mai, la police a chargé, gazé et matraqué pour, disent ses porte-parole, maintenir l'ordre autour du Stade de France, à Saint-Denis.

Le ministre de l'Intérieur Darmanin et le préfet de police Lallement accusent la désorganisation des transports, qui aurait été causée par les grévistes de la RATP, et surtout les milliers de supporters anglais sans billets qui auraient tenté de passer par-dessus les grilles.

Selon les chefs des policiers, on ne verrait de tels comportements que parmi les supporters britanniques. Ces excuses faciles et mensongères voudraient dédouaner les organisateurs, et avant tout la police. La présence des supporters et leur nombre étaient pourtant prévus, de même que le mouvement des travailleurs de la RATP, mais visiblement pas les moyens suffisants pour faire pénétrer sans difficulté les spectateurs dans le stade. Devant la foule agglutinée, bon enfant d'après les images et les reportages, et alors que quelques-uns commençaient à s'impatienter et à passer par-dessus les grilles, la police n'a su que foncer dans le tas. Darmanin a beau dire aujourd'hui que « grâce à la doctrine française de maintien de l'ordre, il n'y a pas eu de mort », il en a pris le risque. Ou, plus

exactement, il assume le fait que son fidèle Lallement en ait pris le risque.

Ce préfet a été nommé pour cela, après s'être illustré à Nantes en faisant matraquer les spectateurs d'un concert, causant la mort par noyade de l'un d'entre eux. Il a couvert les arrestations, les gardes à vue, les bastonnades, les yeux crevés et les mains arrachées lors de la répression des manifestations de gilets jaunes. Ce ne sont, selon les propres mots de Lallement, que les faux frais du maintien de l'ordre contre ceux « qui ne sont pas dans le même camp » que

l'État.

Les protestations des supporters, celles des parents asphyxiés avec leurs enfants, des 238 personnes qui ont dû être secourues et des 105 qui ont été embarquées, laisseront de marbre le ministre de l'Intérieur et son exécutant. Pourtant, bien plus que lors de leurs précédents exploits, l'affaire prend une tournure telle que les matraqueurs ne sont pas à la parade.

De puissants intérêts financiers sont en effet en jeu. Le match était une finale de Ligue des Champions et donc retransmise dans le monde entier, avec les intérêts commerciaux que cela suppose. Le retard de 35 minutes, ses causes et la

Match de flash ball



stupidité policière française ont donc été mondialement étalés. C'est de mauvais augure alors que la France, sa police, ses banques et ses hôteliers-restaurateurs sont censés organiser d'autres profitables fêtes du sport, la Coupe du monde de rugby en 2023 et les Jeux olympiques de Paris, en 2024. Dans ces occasions, les questions d'organisation et de gestion des foules conditionnent les profits de la kyrielle de financiers intéressés à l'affaire.

Il convient donc que la police locale offre toutes les garanties. D'où l'inquiétude de Darmanin et Lallement car, s'ils peuvent bien laisser mutiler des manifestants et gazer de pacifiques supporters, il est malvenu dans leur profession de menacer par incompétence les profits des puissants. Les commentateurs, sportifs et financiers, ne manquent pas de le leur rappeler depuis leur éclatante bavure.

Paul Galois

Le racolage de l'extrême droite

Les affrontements à l'entrée du Stade de France lors du match Real-Liverpool ont rouvert les vannes des égouts de l'extrême droite.

Marine Le Pen a dénoncé « les voyous de la Seine-Saint-Denis, un département hors de contrôle en matière de sécurité ». Jordan Bardella a accusé ces « hordes sauvages (...) qui pourrissent systématiquement le moindre événement » et ont transformé la fête en une « humiliation

mondiale ».

Zemmour y a vu la main « des syndicats de gauche toujours prompts à semer le désordre » par une grève du RER qui a mis en retard les supporters. Heureusement selon lui, des policiers « héroïques » sont finalement parvenus à « endiguer le tsunami des barbares »,

tous maghrébins d'origine, dont « la haine est attisée par les idéologues islamo-gauchistes ».

L'occasion était trop belle pour ces tristes personnages. Ils ne pouvaient pas se priver de déverser un florilège de mépris pour la population, de xénophobie emballée dans un vocabulaire outrancier ni de racoler des électeurs potentiels au nom du respect

de l'ordre et d'un nationalisme franchouillard.

Si les supporters anglais ont échappé à leur vindicte, c'est seulement que le gouvernement, en la personne du ministre de l'Intérieur Darmanin et de son matraqueur en titre, le préfet Lallement, se sont eux-mêmes chargés de désigner l'ennemi héréditaire venu d'outre-Manche.

Sylvie Maréchal

Urgences : Macron en représentation

Les services d'urgence sont en crise dans tout le pays et Macron et sa nouvelle ministre de la Santé, Brigitte Bourguignon, ont fait mine de se pencher sur la question en visitant les Urgences de l'hôpital de Cherbourg mardi 31 mai.

Dans cette ville, la situation est catastrophique. Il n'y a que sept médecins urgentistes titulaires sur les 24 de l'effectif normal pour un hôpital d'une agglomération de près de 180 000 habitants! 12% de ceux-ci n'ont plus de médecin traitant et ne peuvent donc qu'aller aux Urgences. Face à l'afflux de malades depuis le 10 janvier, le Samu du département de la Manche régule les entrées, et les Urgences sont fermées de 19h à 8h30. Pire, depuis le 30 mai, l'accès aux Urgences est restreint dès 15 heures pour pouvoir faire face aux urgences vitales. La direction évidemment parle d'une

« situation provisoire en attendant de reconstituer une équipe complète », mais qui peut la croire?

Ce qui se passe à

Cherbourg se passe aussi dans tout le pays. Depuis plusieurs mois une centaine de services d'urgences, un sur cinq, doivent fermer leurs portes la nuit et le manque de personnel médical et paramédical est criant comme à Cherbourg. L'urgentiste Patrick Pelloux dénonce la situation catastrophique

des Urgences en rappelant que « selon la loi tout citoyen doit se trouver à moins de 30 minutes d'un service d'urgence ». Cela ne peut que s'aggraver cet été, période de fermeture accélérée des services!

Mais la situation est aussi grave dans tous les hôpitaux du pays. Hirsch, le directeur de l'AP-HP (Assistance publique-Hôpitaux de Paris), a admis qu'il y manque 1 400 postes infirmiers, ajoutant benoîtement: « On voulait créer 400 postes, on n'a pas pu le faire. » Véran, l'ancien ministre de la Santé, a fait le même constat avant de passer la main. Mais, alors que des syndicats appellent à la grève pour le 7 juin, que le personnel réclame des embauches et des augmentations de salaire, qui sont évidemment la clé du problème, il a osé

affirmer: « Il y a des postes, il y a des budgets, il y a de l'argent... la crise est liée à un problème d'organisation, de bureaucratie. »

Macron à Cherbourg a affirmé, comme Elisabeth Borne, que la Santé sera une des priorités de son quinquennat. Il a promis... une « mission d'études » sur la Santé! Cela ne fera pas oublier les 5 700 lits qu'il a fait fermer pour la seule année 2020 en pleine crise du Covid! Il y a loin des discours aux actes puisque, dans un des pays les plus riches du monde, les hôpitaux sont au bord du gouffre, à la limite de la rupture. C'est le résultat d'une politique délibérée d'économies sur la santé, une politique criminelle menée depuis des décennies par tous les gouvernements de droite comme de gauche.

Cédric Duval





Retraites : Borne prévoit la poursuite des attaques

Dès sa nomination comme Première ministre, Élisabeth Borne a affirmé qu'une de ses priorités serait de reprendre le dossier sur la réforme des retraites, présenté comme un moyen de « poursuivre le progrès social. »

Elle entend évidemment par là la poursuite des attaques contre les retraites des travailleurs.

Sans surprise, Borne reprend le programme de Macron : reculer de quatre mois par an, à partir de 2023, l'âge légal de départ en retraite pour le porter à 65 ans en 2031. Cela fera trois années volées aux travailleurs, alors que beaucoup sont déjà usés ou en congé d'invalidité avant même d'avoir atteint 60 ans. Il en est de même pour les salariés qui sont au chômage depuis des années et jugés « trop vieux » pour être embauchés, forcés de survivre avec des revenus insuffisants. Pour tous, reculer l'âge de la retraite aura obligatoirement des répercussions sur le montant des pensions, puisque la durée de cotisation nécessaire pour les toucher à taux plein s'allongera d'autant. Mais combien de travailleurs peuvent déjà à l'heure actuelle avoir un parcours professionnel complet, sans à-coups, et qu'en sera-t-il

pour les futurs retraités ? L'appauvrissement de toute une catégorie de travailleurs, voilà ce que la bourgeoisie Borne qualifie, sans mentir affirme-t-elle, de progrès social !

Et est-ce aussi un progrès que de voir des jeunes galérer des années sans emploi, ou passer de CDD à des missions d'intérim parfois de quelques jours, tandis que les plus âgés se tuent au travail ? Est-ce là le seul avenir que cette société malade est capable de leur offrir ?

Bien évidemment, Borne affirme que les attaques prévues contre le régime des retraites le sont pour le bien commun, afin de « préserver le régime par répartition ». Mais si c'est pour réduire le montant des pensions de façon catastrophique, cela ne fait aucune différence avec le régime par capitalisation. En s'attaquant aux retraites, le gouvernement ne vole pas seulement des années de vie aux travailleurs, mais aussi une partie de leur argent, pour le redistribuer au patronat.

La cheffe du gouvernement reprend aussi l'argument favori des réactionnaires, servi et maintes fois réchauffé, selon lequel, puisque la durée de vie augmente, il faudrait reculer d'autant l'âge de départ en retraite. Outre que l'espérance de vie a baissé ces dernières années pour les ouvriers, les progrès techniques devraient permettre, dans un système économique régulé, que le temps de travail soit considérablement réduit, à l'échelle de la semaine comme de la vie des salariés, avec des salaires et des pensions convenables. Or c'est l'inverse que Borne veut faire : user jusqu'au bout les travailleurs en leur laissant une misère pour survivre une fois qu'ils ne seront plus aptes au travail.

Les retraites ne sont menacées que par la rapacité d'un patronat qui a tout un appareil d'État à son service, et les travailleurs n'ont pas à accepter de payer pour cela. Revenir à la retraite à 60 ans au bout de 37,5 annuités de cotisation sera pour les travailleurs le premier objectif à atteindre quand ils montreront suffisamment leur force pour faire remballer tous leurs mensonges à Borne et ses semblables.

Marianne Lamiral

Gouvernement et syndicats : paroles, paroles...

De fin mai à début juin, les dirigeants syndicaux sont conviés à de multiples rendez-vous avec des membres du nouveau gouvernement Macron.

Ils se prêtent au jeu de ces rencontres sous les ors des salons ministériels, alors qu'elles ne servent qu'à redorer l'image du gouvernement. La vraie bataille pour le pouvoir d'achat de la population laborieuse se joue ailleurs et avec d'autres acteurs.

Lors de son premier quinquennat, Macron avait refusé le prétendu dialogue social avec les dirigeants syndicaux, pour faire la preuve de sa capacité à imposer les attaques contre les travailleurs sans y mettre les formes. Enrober sa politique antiouvrière d'une enveloppe violente et agressive a plu au patronat. D'autant que les directions syndicales, qui voyaient fondre une partie de leur légitimité en sortant perdantes de ces discussions vaines avec les ministres, se sont bornées à se plaindre. En revanche, l'arrogance de Macron a attisé la haine des classes populaires, au point d'aboutir au mouvement des gilets jaunes.

Alors, élections législatives obligent, Macron 2 change de forme pour ne rien changer sur le fond. Pour soigner son image politique, il envoie donc sa Première ministre, son ministre de la Fonction publique et son ministre de l'Économie consulter, discuter, écouter. Qu'après cela, Philippe Martinez, secrétaire de la CGT, exprime sa satisfaction d'avoir été écouté, que Laurent Berger, dirigeant de la CFDT, veuille un « meilleur dialogue social » et que Yves Veyrier, pour FO, se dise « très satisfait d'échanges bilatéraux

directs », ne montre qu'une chose : leur capacité, sans limite, à raconter aux travailleurs le mauvais conte de fées de la baguette magique des négociations qui peuvent influencer sur la politique de Macron et des patrons.

Cela fait des décennies que les responsables syndicaux se complaisent à être traités en « partenaires privilégiés » par les gouvernements. Des décennies qu'ils discutent et négocient, pendant que le patronat attaque et change concrètement les rapports de force. Aucune de ces rencontres bilatérales, trilatérales ou multilatérales n'a jamais rien apporté aux travailleurs, car ce n'est pas leur rôle. Ces rencontres servent à faire croire que les travailleurs n'ont qu'à soutenir les dirigeants syndicaux dans leurs négociations, que tout se joue dans les salons ministériels ou dans les bureaux des patrons, et surtout que les travailleurs ont besoin de bons avocats en la personne de ces dirigeants syndicaux, flattés de ce rôle dans la société.

Ces rencontres arrangent donc, pour des raisons différentes, le gouvernement et les directions syndicales. Mais elles n'ont aucune importance pour les travailleurs. Ce qui compte en revanche, ce sont les grèves qui éclatent ici et là, les débrayages qui se répètent et qui commencent à faire que bien des travailleurs parlent de plus en plus largement de la nécessité de se battre pour les salaires.

Marion Ajar

CAC 40 : les quarante voleurs

Une note récente de l'Observatoire des multinationales fait état en 2021 de nombreux records pour les 40 plus grandes entreprises françaises.

Elle révèle ainsi que deux tiers d'entre elles

battent leurs records historiques de profits. Autres records, celui des dividendes, qui s'élèvent à 57,5 milliards d'euros, en hausse de 33 %, ainsi que celui du rachat d'actions, qui explose de 200 %.

Vingt-trois milliards d'euros ont ainsi été dilapidés dans le seul but d'augmenter encore les dividendes futurs ou d'offrir de gros paquets d'actions aux patrons et cadres dirigeants de ces entreprises. Au total,

ce sont donc plus de 80 milliards d'euros que les actionnaires empocheront.

La recette pour réaliser de tels profits est bien connue et ne se limite pas à des tripatouillages boursiers. Il faut aussi

supprimer des emplois, 27 000 rien qu'en France, intensifier l'exploitation de ceux qui restent et siphonner les caisses de l'État par le biais d'une myriade d'aides publiques.

David Mencas

Prix de l'électricité : un bouclier bien percé

« Je vais être très clair : il n'y aura aucun rattrapage sur la facture pour les consommateurs », a affirmé lundi 30 mai le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, lors d'une conférence de presse.

Elle avait été convoquée en urgence dans l'après-midi pour démentir l'annonce, le matin même, par *Le Parisien* et par une association de consommateurs, la CLCV, d'une augmentation des tarifs de l'électricité de 8% en 2023.

En octobre dernier,

alors que les prix de l'énergie avaient commencé à augmenter fortement, le gouvernement avait gelé les tarifs du gaz et limité l'augmentation de ceux de l'électricité à 4% pour les consommateurs bénéficiant d'un prix réglementé, soit plus de 70% des foyers.

Pompeusement qualifié de « bouclier tarifaire », ce dispositif devait servir à montrer, à quelques mois de l'élection présidentielle, que Macron se préoccupait de défendre le pouvoir d'achat de la population. Le gouvernement avait promis qu'il n'y aurait aucun rattrapage des augmentations après la levée de ce dispositif.

Dans les coulisses, ceux qui décident des prix se préparent en réalité

à augmenter fortement la facture des usagers, comme en atteste la délibération en faveur d'une hausse de 8% rendue le 31 mars par la Commission de régulation de l'énergie (CRE), l'organisme ayant pour mission de proposer au gouvernement les évolutions du tarif réglementé de l'électricité. À quelques jours du premier tour des élections législatives, la publicité faite autour de ces discussions tarifaires pouvait devenir gênante pour les candidats macroniens en campagne pour se faire élire député.

Le Maire a donc martelé que l'État prendra en charge le « besoin de financement supplémentaire en 2023 » souligné par la CRE, « de l'ordre de deux milliards

d'euros », venant s'ajouter à un coût total estimé jusque-là à huit milliards. Le budget public compensera aussi le manque à gagner d'EDF, dont le chiffre se situe entre quatre et huit milliards d'euros suivant les sources. Quant au « bouclier » sur le gaz, il coûterait, lui, au moins 6,5 milliards d'euros à l'État.

Pour des raisons essentiellement électorales, le gouvernement ne tient pas à laisser augmenter les factures des consommateurs. Mais il entend bien répercuter sur la population le financement de toutes ces mesures sous la forme d'impôts supplémentaires ou d'économies réalisées aux dépens des services publics.

Marc Rémy

Éducation nationale : des enseignants, il y en aurait !



Pour faire face à la pénurie de personnel attendue à la prochaine rentrée scolaire, l'académie de Versailles organise avec Pôle emploi quatre journées de recrutement.

Cet expédient de dernière minute confirme à quel point l'enseignement est laissé à l'abandon par le gouvernement, mais l'affluence de candidats prouve à l'inverse que cette situation n'est pas une fatalité.

L'académie entend lors de ces journées recruter 2035 contractuels, auxquels elle propose un contrat précaire pouvant couvrir toute la prochaine année scolaire, ou une partie seulement. Il s'agira d'un emploi à temps plein ou à temps partiel. Le manque de personnel se faisant partout sentir, le recrutement se fait sur toutes sortes de postes, enseignants du primaire et du secondaire, mais aussi psychologues scolaires, personnel de santé, assistants d'éducation ou AESH pour aider les enfants en situation de handicap.

Ce recours massif à du personnel précaire pour

boucher les trous a toujours eu lieu mais, d'année en année il prend une ampleur croissante, et pas seulement dans les départements de la banlieue parisienne que couvre cette académie, où les contractuels représentent déjà 20% des 102 000 salariés. Le recours spectaculaire à ces journées de recrutement prouve simplement que ce n'est pas encore suffisant.

Le ministère a une réponse toute trouvée à cette situation lamentable, mettant en cause le manque de candidats aux concours de recrutement. Cela a l'avantage de le dédouaner, à défaut de résoudre le problème. Cette pénurie de candidats a pourtant des raisons bien connues, qui relèvent de la responsabilité du gouvernement, notamment la faiblesse des salaires et les conditions de travail qui empirent.

L'affluence, dès avant

l'ouverture des portes, lors de la première journée au rectorat de Versailles, montre pourtant qu'il ne manque pas de candidats attirés par le métier d'enseignant. L'indispensable licence en poche, beaucoup faisaient état de leur désir d'enseigner et d'être ainsi utiles, affirmant qu'ils sauraient prendre soin des élèves et ne demandaient qu'à être formés au métier. À tous ces candidats motivés, l'Éducation nationale ne propose qu'un contrat temporaire, leur réservant le sort des innombrables précaires qui se sont succédé face aux élèves et ont souvent fini par jeter l'éponge devant une telle incertitude.

De nombreux jeunes, et aussi de moins jeunes, ne demandent qu'à devenir enseignants. L'Éducation nationale, elle, se contente de perpétuer la situation désastreuse qui règne dans les écoles, les collèges et les lycées en jonglant avec les emplois et en pénalisant ainsi les élèves.

Daniel Mescla

SNCF : le prix des billets explose

Selon l'Insee, qui publie chaque mois l'indice officiel des prix, les tarifs de la SNCF ont augmenté de 15% en un an. L'institut public se base sur le relevé quotidien des prix des billets sur le site SNCF Connect. De nombreux voyageurs ont de leur côté constaté l'explosion des prix, particulièrement le week-end ou en période de vacances. Ainsi, le Paris-Nice en aller simple peut atteindre 250 euros, un aller-retour à Nantes 215 euros. Comme tout bon capitaliste, la SNCF spéculé sur la pénurie en période de forte demande.

Bien sûr, elle prétend de son côté que les prix n'ont que « légèrement augmenté » depuis un an et ose dire qu'ils ont baissé de 7% par rapport à 2019, avant la pandémie. En fait, elle se garde bien de mesurer l'évolution des prix proposés pour des trajets identiques. Elle divise au contraire l'ensemble de son chiffre d'affaires voyageurs par le nombre de trajets effectués, mélangeant TGV, TER, Intercités. Or elle a multiplié ces dernières années les offres low-cost et « petite vitesse » d'un côté, tout en explosant les prix, en particulier ceux des TGV Inoui, de l'autre. Ainsi

un voyageur qui souhaite aller de Paris à Nantes le 3 juin a le choix entre un TGV à 88 ou 104 euros en deux heures et un Ouigo Classique à partir de 30 euros, mais en 4h15. La SNCF considère alors que le prix du trajet moyen a baissé !

Elle ne mesure pas non plus le nombre de voyageurs qui, plutôt que payer un prix prohibitif, renoncent à leur trajet ou l'effectuent en covoiturage, en car ou même en avion, puisque ce dernier est devenu moins cher que le train sur certaines destinations. La réalité est que de plus en plus de voyageurs, s'ils ne sont pas fortunés, doivent renoncer ou écourter leur séjour, s'ils doivent utiliser le train.

Le PDG de SNCF Voyageurs prévient même que les tarifs vont connaître une nouvelle hausse en raison du coût des matières premières et de l'énergie. S'il ne met pas en cause les salaires, c'est seulement parce que ceux des cheminots sont bloqués depuis neuf ans...

Une chose est sûre : les tarifs ferroviaires augmentent à grande vitesse quand les salaires des travailleurs vont à l'allure des tortillards.

Christian Bernac

Chantiers du Grand Paris : **encore un accident**

Le 25 mai, un ouvrier du chantier du Grand Paris Express a été victime d'un grave accident dans la future gare de Clichy-sous-Bois, en Seine-Saint-Denis, qui accueillera la ligne 16 du métro francilien.

L'ouvrier, qui se trouvait sur une nacelle à trente mètres sous terre, a été blessé par la chute d'une pièce de béton. Après avoir été transporté en urgence absolue à l'hôpital, son pronostic vital ne serait plus engagé.

Dans un communiqué, la Société du Grand Paris (SGP), organisatrice de ces chantiers, a adressé à la victime «*tout son soutien ainsi qu'à ses proches et ses collègues*», mais ne va pas jusqu'à faire mention de cet accident du

travail sur son site Internet.

Ce n'est pas le premier accident grave sur le Grand Paris : en janvier, un ouvrier avait trouvé la mort dans le chantier de la gare de Saint-Denis Pleyel, après la chute de plusieurs centaines de kilos de matériel.

Pour la SGP, dirigée par l'État et les collectivités locales, et pour les entreprises du bâtiment qui sont les

bénéficiaires des contrats pour construire quatre nouvelles lignes de métro en région parisienne, il faut faire avancer les travaux le plus vite possible pour livrer les chantiers à temps pour les Jeux olympiques de 2024. La sécurité des ouvriers passe après.

Des retards sont déjà prévus, et les patrons veulent que les ouvriers mettent les

bouchées doubles. «*Avec la temporalité et l'échéance des Jeux olympiques, on a observé une hausse des cadences, du nombre de personnes sur les chantiers, et on en arrive là. Il n'y a pas de fatalité sur les chantiers*», a dénoncé un responsable de la CGT construction. Les travailleurs n'ont pas à payer cette situation de leur vie.

Lucien Déroit

Mort d'une migrante : les gendarmes en accusation

Quatre ans après la mort par noyade dans les Alpes d'une jeune Nigériane de 21 ans, la ténacité de la sœur de la victime et de l'association Tous migrants a abouti à ce que l'enquête soit rouverte, alors que celle-ci avait par deux fois été classée sans suite.

Le 7 mai 2018, alors que Blessing Matthew marchait avec deux compagnons en direction de Briançon, des gendarmes mobiles ont surgi des buissons dans lesquels ils étaient cachés et les ont poursuivis. C'est en tentant de leur échapper que Blessing s'est noyée dans la Durance, où son corps a été retrouvé deux jours plus tard. L'enquête avait été vite bouclée, la section de recherches de Marseille ayant conclu à «*l'absence d'une infraction susceptible d'être retenue à*

l'encontre des gendarmes», et le parquet avait considéré que «*les circonstances précises dans lesquelles cette jeune femme avait chuté dans la Durance demeurent inconnues en l'absence d'un témoin direct*».

En faisant des recherches, l'association Tous migrants a relevé des contradictions et des zones d'ombre dans la déposition des gendarmes. Elle a chargé Border Forensic, une association qui enquête sur les violences policières aux frontières, de

mener une contre-enquête, qui a permis de retrouver un témoin. Celui-ci a révélé que les gendarmes ont effectivement mis Blessing en danger par leur poursuite, causant sa chute dans la Durance, suivie de sa mort.

Cette nouvelle enquête aboutira-t-elle sur un procès et, si c'est le cas, dans combien de temps ? Dans le pays qui se vante d'être celui des droits de l'homme, la mort d'un migrant a peu de poids face aux institutions en place, police et justice. Depuis la mort de Blessing Matthew, dans cette même zone, six autres migrants ont trouvé la mort et un autre a disparu.

Marianne Lamiral

Lyon 7^e : l'école prend l'eau, la mairie s'en lave les mains

L'école Claudius-Berthelier, dans le 7^e arrondissement de Lyon, est un bâtiment historique construit à la fin du 19^{ème} siècle. Elle accueille plus de 350 élèves, répartis dans 17 classes, mais le bâtiment est laissé à l'abandon.

Depuis plus de quinze ans, des parents d'élèves réclament des travaux importants pour sa remise en conformité au niveau de l'hygiène et de la sécurité. Dernièrement, un orage de dix minutes a entraîné l'inondation et l'effondrement des plafonds de plusieurs salles de classe. Heureusement, cela s'est passé

pendant la pause de midi. Cette situation s'est déjà produite les dernières années. À la mairie de Lyon 7, les majorités se succèdent, les écologistes et la France insoumise ont succédé au PS en 2020, mais le résultat est le même : à chaque fois, les responsables se contentent de rafistolage pour que les cours reprennent au plus vite.

Face à ce mépris, les parents d'élèves commencent à s'organiser pour s'adresser à la presse et mobiliser un maximum de familles en proposant une pétition.

Correspondant LO



Le nom de Blessing Matthew et ceux d'autres migrants décédés dans les Alpes.

Sil rouge

Chômage : la catastrophe continue

En avril, le nombre de chômeurs de catégorie A est reparti à la hausse. Il y a 5,45 millions de personnes inscrites à Pôle emploi, toutes catégories confondues.

Macron se vantait depuis des mois d'une prétendue baisse du chômage. Les faits sont têtus : le chômage de masse ne recule pas, alors que les cadences explosent et que les bras manquent dans les secteurs utiles comme les écoles et les hôpitaux.

On prend les mêmes et on recommence

Les primes à l'embauche d'un apprenti, prévues pour s'arrêter fin juin, vont être prolongées jusqu'à la fin de l'année. Les patrons touchent de 5 000 à

8 000 euros par alternant, sans aucun engagement à les embaucher ensuite.

Macron 2, c'est comme Macron 1 : l'argent public ruisselle dans les poches des patrons !

Elle vit ici, elle travaille ici, elle reste ici !

Une sous-préfecture du Val-de-Marne a délivré un mandat d'expulsion pour une accompagnante d'élèves handicapés d'une école maternelle, en France depuis 2011. Depuis 2018, son titre de séjour lui est refusé. L'administration l'a ainsi transformée en sans-papier.

La politique antimigrants, renforcée sous Macron, est infernale pour des travailleurs dont l'existence est suspendue à une menace d'expulsion. Heureusement, familles et collègues se mobilisent pour empêcher l'ignominie.

Calais : la tragédie continue

Le 29 mai de bonne heure, un migrant est mort, percuté par un train de marchandises au sud-est de Calais. L'homme était couché sur la voie ferrée dans un sac de couchage et le conducteur n'a pu l'éviter.

Selon le procureur adjoint de Boulogne-sur-Mer,

l'enquête s'oriente «*soit vers la piste d'un suicide, l'endroit n'étant pas le lieu le plus accessible, soit vers celle d'un alcoolisation importante, avec une désorientation*».

Le fait qu'une personne sans abri et pourchassée, ne connaissant pas les

lieux, ait pu chercher un endroit tranquille pour y dormir sans voir le danger, cela ne vient pas à l'esprit de quelqu'un qui cherche avant tout à occulter la responsabilité de l'État dans la situation qui a conduit ce migrant à la mort.

M. L.

Presles, les 27, 28, 29 mai: une réussite!

Après le rassemblement d'une journée arraché à la pandémie et à l'état d'urgence sanitaire en 2021, la vraie fête de Lutte ouvrière a enfin pu réunir de nouveau pendant trois jours des milliers de grands et de petits, lors du week-end des 27, 28 et 29 mai.

Entre deux élections, malgré le changement de date qui a bouleversé l'agenda d'un certain nombre d'habitues, la fête a eu lieu, comptant plus de 23 000 entrées, et c'était une belle fête!

Après deux ans sans

possibilité d'offrir à tous ce moment de fraternité, cet espace d'échanges, de débats, de détente, de musique, d'enrichissement de toute sorte, tous étaient impatients de se retrouver à Presles.

L'assistance nombreuse aux deux meetings de Nathalie Arthaud ainsi qu'à bien des débats et forums a montré que la soif d'apprendre, de réfléchir à une autre société, l'aspiration à créer un parti ouvrier révolutionnaire, étaient bien présentes. La jeunesse y avait largement sa part.



Nathalie Arthaud le 28 mai: "Il faut vouloir renverser le capitalisme"



Macron est donc investi pour un second mandat, son gouvernement est nommé et, pour l'essentiel, c'est du réchauffé. Mais avec toutes les casseroles que les uns ou les autres se triment, avec les emballages et les polémiques dont le monde politique et médiatique a le secret, les commentateurs passent des heures à commenter un spectacle où il ne se passe rien.

Pendant ce temps, toute l'économie est en train de se détraquer, les prix s'envolent à la pompe à essence comme dans les rayons des supermarchés. [...]

Face à la flambée des prix, l'augmentation et l'indexation des salaires!

Certains artisans et commerçants hésitent à répercuter l'augmentation de leurs charges sur leurs propres prix, mais ce n'est pas le cas des groupes capitalistes les plus puissants. Les

trusts automobiles ont par exemple pris les devants, augmentant considérablement les prix des voitures.

Dans les crises, les gros ont toujours les moyens d'imposer leur loi. Mieux, ils trouvent de nouvelles opportunités pour profiter de la situation.

Ce qu'on appelle l'inflation est une injustice de plus, un prélèvement de plus sur les travailleurs qui s'ajoute à l'exploitation et qui nous appauvrit, tout cela au profit de la minorité capitaliste qui domine l'économie. C'est un enjeu de la lutte de classe qui prend aujourd'hui une importance cruciale. Eh bien, cette lutte de classe, il faut la mener!

Depuis trop d'années nous laissons la classe capitaliste encaisser les profits que nous produisons collectivement. Aujourd'hui nous n'avons plus le choix, pour ne pas nous appauvrir, il faut que nous nous battions pour que ces profits nous reviennent en salaire et en pouvoir d'achat. Dès que les prix augmentent, il faut augmenter les salaires, les allocations et les pensions de la même proportion! [...]

Les profits faramineux se sont accumulés l'année dernière. L'année 2021 fut même une saison exceptionnelle pour la grande bourgeoisie. En témoignent les 160 milliards de profits comptabilisés par les

entreprises du Cac 40 et les 80 milliards distribués aux actionnaires.

Alors, oui, il y a de l'argent pour augmenter les salaires, il y a de l'argent pour les retraites et il y a même de l'argent pour embaucher et en finir avec ce chômage de masse: il faut prendre sur les profits du grand patronat. Toutes les entreprises ne seraient pas en mesure de le faire? Qu'elles fassent la transparence sur leurs comptes, qu'on lève le secret des affaires et on verra qui fait son beurre sur le dos des autres!

Ces derniers jours ont connu plusieurs grèves, dont celle emblématique, à Châtellerault, de 550 couturières fabriquant des sacs Vuitton. C'est entre autres grâce à leur travail que Bernard Arnault a encaissé deux smic à la minute au titre de ses bénéfices de 2021. Eh bien, ces ouvrières n'ont pas accepté l'aumône proposée par leur patron, elles ont fait grève pendant trois jours. Elles ont non seulement arraché 100 euros net d'augmentation, mais elles ont fait la preuve que, lorsque l'on se bat unis et déterminés, on peut forcer le grand patronat à mettre la main au portefeuille.

Alors, le plus important, pour nous, n'est pas ce qui va se passer à l'Élysée, à Matignon ou à l'Assemblée nationale. C'est ce qui va se passer dans les entreprises,

c'est notre capacité à nous rassembler, à nous organiser et à nous battre contre un système aussi fou.

Le monde du travail doit retrouver sa combativité

La crise s'aggrave et le grand patronat, main dans la main avec le gouvernement, va l'utiliser comme prétexte pour continuer d'attaquer la condition ouvrière.

Depuis la pandémie, nombre d'entreprises continuent de tourner au ralenti faute d'approvisionnement. D'autres sont prises à la gorge par les délais ou les prix demandés par leurs fournisseurs... Le système productif et les chaînes d'approvisionnement sont en pleine désorganisation.

Qui tiendra le choc? Combien d'entreprises fermeront? Combien de travailleurs vont se retrouver réduits au chômage partiel ou au chômage tout court? Le choc attendu est souvent comparé à celui de la crise pétrolière de 1971. Et ce qui est sûr, c'est que les maîtres de l'économie comme leur personnel politique sont dépassés par la situation, en particulier par l'envolée des prix.

Eh oui, ce sont les lois du marché: la sacro-sainte loi de l'offre et de la demande. S'il y a plus de demande que d'offre, les prix montent. C'est tant mieux pour le

vendeur et pour le spéculateur qui anticipe le mouvement et l'aggrave. C'est tant pis pour celui qui ne peut plus payer.

Tant pis pour celui qui ne peut se ravitailler ni en gaz ni en pétrole et qui ne peut même plus faire bouillir de l'eau, comme c'est le cas au Sri Lanka! Tant pis pour les pays pauvres qui manqueront de blé, comme l'Égypte, le Congo, le Liban, la Libye ou la Somalie. Tant pis pour les millions de femmes et d'hommes qui vont plonger dans la famine, quand ils n'y sont pas déjà, comme au Yémen, en Éthiopie, au Soudan du Sud et à Madagascar!

Ici, en France, on ne mourra peut-être pas de faim. Mais la société va reculer, avec plus de misère, de privations, de dénuement et de maladies de toutes sortes. L'État assure qu'il amortira le choc et qu'il est prêt à consacrer 20, 30, 50 milliards pour aider la population et les entreprises à faire face. Mais il n'interdit rien aux spéculateurs. Il les laisse nous faire les poches et puiser, une fois de plus, dans les caisses publiques. [...] Il faut rendre publics les comptabilités, les agissements et les malversations des capitalistes. Il faut contester leur pouvoir et tout leur système parce qu'ils nous mènent dans le mur.

[...]



► "Pas un euro pour les marchands de canons!"

Qu'on le veuille ou non, la France a les deux pieds dans la guerre. Et elle ne s'y est pas engagée pour défendre l'indépendance et la liberté de l'Ukraine. Macron se moque autant de la population ukrainienne que de la population malienne que l'armée française était censée sauver et dont elle s'est fait détester. Ce qui l'a forcée à se retirer du Mali.

En Ukraine, la France joue les seconds couteaux dans ce qui est une guerre impérialiste. Car, si c'est Poutine qui a déclenché la phase actuelle des hostilités, les États-Unis mènent cette guerre pour étendre leur influence à l'est de l'Europe. Alors, il n'y a aucune raison de faire confiance à Macron et de le soutenir dans cette guerre. Cette guerre n'est pas notre guerre!



À l'heure où les bruits de bottes se font entendre de plus en plus intensément, il faut garder en tête ce qu'avait écrit Anatole France au lendemain de la première Guerre mondiale: «On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les profits des industriels.»

Pour ne pas se faire saigner aujourd'hui, et pour ne pas mourir demain pour les profits des industriels, il faut la transparence sur l'industrie militaire, la confiscation des bénéfices de guerre et l'expropriation de tous les capitalistes qui cherchent d'une façon ou d'une autre à profiter de la guerre.

Pas un euro pour les marchands de canons, pas

un travailleur pour faire l'union sacrée derrière l'impérialisme!

La nouvelle union de la gauche: une perspective dérisoire

Face à la crise et aux coups redoublés du grand patronat, la perspective purement électorale de l'union de la gauche incarnée aujourd'hui par la Nupes est dérisoire. Et ce ne sont pas les tripatouillages et accords d'appareils orchestrés par Mélenchon qui peuvent donner une boussole politique aux travailleurs.

Mélenchon a toujours expliqué que la 5^e République était à jeter parce que le président de République était un monarque concentrant tous les pouvoirs, pendant que le Parlement n'en avait aucun. Et il nous dit maintenant que les législatives peuvent être décisives, qu'elles peuvent le faire Premier ministre et que cela peut tout changer. Il demandait la sortie de l'OTAN, mais aujourd'hui il est prêt, en tant que Premier ministre de Macron, à y rester... et à mener les guerres que Macron a décidées et décidera pour les intérêts de la bourgeoisie française.

Hier encore, que disait Mélenchon de ses anciens petits camarades du Parti socialiste? Qu'avec la loi El Khomri, les privatisations et les gâteries offertes aux capitalistes, ils étaient passés dans l'autre camp, que le PS était bon pour le musée des Antiquités. Eh bien les voilà, bras dessus, bras dessous, pour changer l'histoire, nous disent-ils!

Faute de luttes collectives et de confiance dans leurs propres forces, bien des travailleurs et des

syndicalistes s'accrochent à ces illusions électorales et, donc, à l'union de la gauche. Et ils ferment les yeux sur ces revirements opportunistes en estimant que, de toute façon, «ça ne peut pas être pire». Eh bien si, cela peut empirer parce que la crise s'aggrave! La réalité, c'est qu'il n'y aura pas de moins pire dans cette période de crise si nous ne forçons pas la grande bourgeoisie à reculer.

Pour déployer un grand plan d'urgence pour l'hôpital public, il faut faire payer la bourgeoisie. Pour assurer ne serait-ce que le nombre de remplaçants nécessaires dans l'Éducation nationale, il faut faire payer la bourgeoisie. Pour garantir des retraites dignes de ce nom aux anciens, il faut la faire payer.

Il n'y a pas 36 solutions, c'est eux ou nous! Ce sont les actionnaires de Sanofi ou les auxiliaires de vie et les aides-soignantes; Bernard Arnault ou les ouvrières de la maroquinerie; les propriétaires d'Accor et les clients des hôtels de luxe ou les femmes de chambre; les actionnaires d'Orpea et de Korian, ou bien les résidents et le personnel des Ehpad!

Il ne peut pas y avoir de progrès pour le monde du travail et pour la société en général sans affrontement avec la grande bourgeoisie. C'est à cela qu'il faut préparer le monde du travail.

[...]

L'extrême droite renforcée par les illusions électorales

La perspective purement électoraliste, l'illusion qu'il suffisait d'élire le bon président pour les travailleurs ou de trouver le bon Premier



Arlette et les militants sans-papiers venus parler de leur lutte à la fête.



Sur la banderole, en arabe: "Travailleurs de tous les pays, unissez-vous!"

ministre a complètement déboussolé le monde du travail. Les partis de gauche en portent l'entière responsabilité car ce sont eux qui ont fait croire que la lutte électorale pouvait remplacer la lutte de classe, qui ont demandé aux travailleurs de déléguer leur combat et de mettre leur confiance dans la gauche gouvernementale.

Depuis Mitterrand, nous faisons l'expérience que, gouvernement de gauche ou de droite, rien de fondamental ne change jamais pour nous: les licenciements, les bas salaires, les petits boulots, l'exploitation, rien ne change. Alors il n'y a pas à s'étonner que des millions de femmes et d'hommes ne voient plus de différence entre les politiciens de gauche et de droite. Ce sentiment d'abandon se traduit aujourd'hui dans l'abstention massive des classes populaires et dans le vote pour Le Pen.

[...]

Qu'ils le veuillent ou pas, ceux qui ont voté Le Pen ont renforcé les individus et les groupuscules d'extrême droite, antiouvriers et racistes. Les 2,7 millions de voix supplémentaires pour Le Pen au second tour, l'arrivée de Zemmour dans l'arène politique sont la preuve, pour eux, que leurs idées avancent et cela en poussera peut-être certains à passer à l'action. Regardez comment ils ciblent aujourd'hui Pap NDiaye, le nouveau ministre de l'Éducation, coupable à leurs yeux d'être noir et étiqueté à gauche.

La menace ne vient pas seulement de ces excités mais de l'appareil d'État lui-même, en l'occurrence de la police et de l'armée qui votent massivement à l'extrême droite. Il faut se rappeler la pétition parue il y a un an, signée par des généraux en retraite, qui menaçait d'une intervention de l'armée face à ce qu'ils

appelaient «le délitement qui frappe la patrie».

[...]

Le Front populaire

À bien des égards, la période actuelle rappelle les années 1930, l'économie mondiale en faillite, la montée du fascisme et la marche à la guerre. Mélenchon et la nouvelle union de la gauche prétendent d'ailleurs lutter contre la montée de l'extrême droite en reproduisant ce qu'a fait le Front populaire en 1936. Eh bien, ils réécrivent l'histoire.

[...]

Le gouvernement du Front populaire fut utile, oui, pour sauver la mise à la bourgeoisie, les «200 familles» comme on disait à l'époque. Pour canaliser la grève et pour que les ouvriers ne contestent pas la propriété privée des usines, qui étaient occupées et qui auraient très bien pu être relancées pour le compte des seuls travailleurs.

[...]

Avec la victoire de Franco en Espagne, la neutralisation des travailleurs en France, les régimes fascistes se trouvèrent renforcés et, trois ans après la grande victoire des congés payés, c'était la guerre. L'humanité a payé par une guerre mondiale les révolutions manquées de ces années-là.

Voilà la véritable histoire du Front populaire. Elle nous sert de modèle à nous aussi, mais de modèle de ce qu'il faut combattre. Il faut s'opposer politiquement à tous ceux qui se prétendent du côté des travailleurs mais qui ne sont pas déterminés à combattre la bourgeoisie et à renverser son pouvoir. Il faut vouloir renverser le capitalisme! Et tous les politiciens de gauche qui affirment encore pouvoir le réformer, l'amender et l'encadrer ne sont pas dans le camp des travailleurs.

Le 29 mai : "L'avenir, c'est l'internationalisme!"

Le monde entier va vers plus de militarisme, plus d'autoritarisme, plus de nationalisme, plus d'idées réactionnaires. Ce n'est pas une nouveauté en Russie, où Poutine entretient depuis longtemps un nationalisme grand russe avec l'onction du patriarcat orthodoxe Kirill, le goupillon n'étant jamais bien loin du sabre. Mais, en Ukraine, c'est cette guerre qui a donné une véritable base au sentiment national.

Avant l'invasion russe, nombre de familles vivant en Ukraine, souvent russophones, se refusaient de se définir comme exclusivement ukrainiennes ou russes. Eh bien, la brutalité de l'armée russe, les souffrances et les cruautés qu'elle a infligées aux Ukrainiens ont tranché : Poutine a été le meilleur agent du nationalisme ukrainien.

Qui sort renforcé de ces affrontements ? Ce sont les officiers de l'armée ukrainienne, les chefs des milices, souvent d'extrême droite. Le bataillon Azov, tristement connu pour ses références aux nazis, pour son racisme et son antisémitisme, a été promu héros de la défense de Marioupol ! Alors que Poutine prétendait sauver les Ukrainiens du nazisme, c'est lui qui aura finalement accru le poids politique des dirigeants et des forces les plus réactionnaires.

[...]

Face à des forces réactionnaires à l'œuvre dans le monde

L'Inde, ce sous-continent, est une poudrière qui peut exploser à tout moment. Modi se maintient au pouvoir en jouant de la pire démagogie nationaliste, opposant les Hindous aux autres et en particulier aux Musulmans, multipliant les provocations contre eux. Et sur le continent africain, combien y-a-t-il de démagogues prêts à faire ressurgir d'anciens conflits, prêts à s'appuyer sur les préjugés et à alimenter les replis ethniques ou religieux que la misère et la faim ravivent ?

Le retour de la burqa en Afghanistan est un des signes les plus barbares du recul de notre société,

mais que dire de l'omniprésence des bondieuseries et du retour en force des opposants à l'avortement aux États-Unis, première puissance mondiale ? Trump a été remplacé par Biden mais l'extrême droite identitaire n'a pas disparu. Les meurtres récurrents de Noirs par des suprématistes blancs, comme la dernière tuerie raciste à Buffalo, le rappellent tragiquement.

[...]

Plus l'humanité fusionne en un seul et même ensemble, plus la pression des groupes identitaires, nationalistes, religieux, communautaristes s'intensifie. Plus nous travaillons et vivons ensemble, entremêlés et interdépendants les uns des autres, plus sont actifs ceux qui œuvrent à nous séparer et à nous opposer les uns aux autres en fonction de notre sexe, de nos idées, de nos origines ou de notre couleur de peau. Cette évolution est aberrante et profondément réactionnaire.

[...]

Apple, Amazon, Total et toutes les grandes entreprises nous relient par une même chaîne de production et de consommation : les mineurs du Congo, les ouvriers de Chine et du Vietnam, les marins pakistanais ou philippins, les magasiniers et les livreurs d'ici. Aujourd'hui, la vie de milliards de femmes et d'hommes est à cheval sur deux, trois pays différents quand ce n'est pas plus.

À Paris, cela fait bien longtemps que les femmes de ménage ne viennent plus du fin fond de la Bretagne mais de l'Algérie, du Mali, du Cap-Vert, d'Haïti ou du Bangladesh. Cela fait longtemps que les maçons de la Creuse ont laissé la place aux ouvriers portugais, turcs, polonais, ivoiriens et maintenant égyptiens ou afghans.

[...]

Oui, à l'échelle de la planète, nous vivons de plus en plus au même rythme, nous nous révoltons aux mêmes infamies, nous vibrons aux mêmes progrès scientifiques ou techniques. Et c'est dans ce moment-là de l'histoire de l'humanité que certains dressent les peuples les uns contre les



autres ? Qu'ils construisent des murs, érigent des grilles et des barbelés et veulent nous mettre en condition pour partir en guerre ?

S'opposer aux frontières, [...] le monde du travail en a la capacité, à condition de renouer avec la conscience de ses intérêts de classe. Avec la conscience, comme disait Marx, que sous le capitalisme, les travailleurs n'ont pas de patrie. Les travailleurs n'ont pas de patrie car aucun pays ne leur assure le pain et le toit, pas même celui où ils sont nés. C'est la réalité vécue par des centaines de millions de femmes et d'hommes condamnés à l'exil. C'est la



réalité des femmes et des hommes condamnés à vivre dans des camps infâmes. C'est ce que vivent des millions de migrants ballottés d'un pays à l'autre pendant des années.

Le propre d'un exploité est d'être voué à se déplacer, à changer de région, de pays et parfois de continent pour étudier ou pour travailler et gagner sa vie. Le nationalisme, ce n'est bon que pour les bourgeois, il leur sert à soumettre les exploités à leurs intérêts !

Notre sort, notre émancipation dépendent de notre capacité à faire revivre la conscience de classe. La conscience d'avoir à se battre avec tous nos frères

d'exploitation contre les exploités, la conscience internationaliste !

[...]

C'est le capitalisme qui rend possible le communisme

Il n'y a pas d'avenir pour les travailleurs et pour la société dans son ensemble en dehors de l'internationalisme. Dès son origine, le capitalisme a fait tomber les frontières et il a progressivement uni les différents continents dans un même système de production. C'est un processus irréversible qui rend possible le communisme.

Cette division internationale du travail est aujourd'hui si poussée qu'aucun retour en arrière n'est possible sans devoir se passer de la quasi-totalité des objets que nous utilisons tous les jours. Même aujourd'hui, quand les puissances occidentales voudraient se passer du gaz russe, elles n'y arrivent pas et Le Pen, chantre du protectionnisme en France, ne le demande même pas !

[...]

Les multinationales gèrent l'économie à l'échelle du monde et elles prouvent qu'il est possible de le faire. Elles le font de façon désastreuse et irresponsable, mais elles ont construit les puissants outils de prévision, d'organisation, de rationalisation, susceptibles de répondre aux besoins de l'humanité toute entière. En les arrachant des mains des capitalistes, les travailleurs peuvent faire en sorte qu'enfin l'humanité maîtrise son économie, la planifie consciemment pour répondre aux besoins de toute l'humanité et pour assurer l'avenir de la planète.

Un objectif aussi vaste peut sembler inatteignable, voire fou, à une époque où même s'organiser à l'échelle d'un pays est compliqué. Mais, je le répète : notre classe sociale est déjà

organisée à l'échelle internationale par les capitalistes eux-mêmes. A l'échelle du monde, la classe ouvrière n'a jamais été aussi forte numériquement qu'aujourd'hui. Il y a partout des prolétaires qui se battent, en Chine, en Inde mais aussi au Pakistan, en Birmanie, en Indonésie et même aux Maldives.

Au Sri Lanka, les travailleurs luttent pour résister à l'effondrement de leur niveau de vie. En février, des milliers de travailleurs haïtiens du textile, surtout des femmes, ont manifesté pour le triplement de leur salaire minimum, à 1500 gourdes, soit 13 euros, par jour.

Aux États-Unis, ce temple du capitalisme, des dizaines de milliers de travailleurs ont fait grève à l'automne dernier dans l'agroalimentaire, la santé et l'industrie, comme chez le constructeur de tracteurs John Deere et le fabricant de céréales Kellogg's ; et malgré l'opposition hargneuse de leurs patrons respectifs, les salariés de certains Starbucks et d'entrepôts Amazon constituent des syndicats.

Toutes ces luttes sont limitées, voire isolées, mais elles montrent que la lutte des travailleurs est aussi indissociable du capitalisme que le sont l'exploitation et les guerres. Et quand une grève victorieuse dans une entreprise donnera de la force aux travailleurs de l'usine voisine pour engager le combat, le jour où le monde du travail se lèvera à l'échelle de tout un pays et ira jusqu'à contester la propriété privée capitalistes et la domination de la bourgeoisie, il trouvera le soutien d'autres travailleurs du monde.

Les révoltes et les révolutions ont toujours été contagieuses. Et c'est à cela qu'il faut se préparer, c'est pour ces moments-là qu'il faut construire des partis communistes révolutionnaires et une nouvelle internationale.

Ukraine : le jeu de bascule de Macron

Le 30 mai, la nouvelle ministre française des Affaires étrangères, Catherine Colonna, est allée à Kiev rencontrer son homologue ukrainien et le président Zelensky.

Dans un communiqué, le Quai d'Orsay a annoncé que Macron souhaitait ainsi « témoigner de la solidarité de la France à l'égard du peuple ukrainien et de sa pleine détermination à renforcer son appui à l'Ukraine face à l'agression russe, aussi bien sur le plan humanitaire et financier qu'en matière de fournitures d'équipements de défense ».

Depuis l'intervention militaire russe en Ukraine, l'Américain Biden, le Britannique Johnson et d'autres dirigeants occidentaux ont déjà fait un ou plusieurs voyages à Kiev pour y proclamer leur soutien au gouvernement ukrainien. Cependant, le président français et le chancelier allemand ne s'y hasardaient pas.

Macron invoquait l'élection présidentielle qui le retenait en France, sans convaincre, au point que Zelensky lui reprochait sa complaisance envers le Kremlin. Le président français, également président pour six mois de l'Union européenne (UE), s'est fait fort d'amener Poutine à négocier, et Zelensky ne s'est pas privé de pointer ce qu'il appelle la mollesse de l'aide

militaire française : avec cinq cents militaires et quelques avions dans des pays voisins de l'Ukraine, et six canons Caesar livrés à son armée, elle fait pâle figure au regard de l'énorme soutien militaire, financier et politique que l'OTAN et les États-Unis accordent à Kiev.

Mais, si Macron ne rompt pas les ponts avec Poutine, ce n'est pas pour les beaux yeux de ce dernier : il agit en défenseur des intérêts de la bourgeoisie française, qu'il représente au sommet de l'État et dont les intérêts énergétiques, industriels, bancaires et commerciaux sont plus importants en Russie qu'en Ukraine.

En même temps, la bourgeoisie française ne peut être indifférente à ce qui sortira d'un éventuel règlement du conflit russo-ukrainien. Macron doit donc, depuis le début de cette guerre, éviter de se trouver écarté des tractations diplomatiques entre les deux camps.

Après le tournant proatlantique des dirigeants ukrainiens en 2014, qui avait entraîné en retour la sécession armée du Donbass, la France et l'Allemagne avaient patronné

les accords de Minsk entre les parties belligérantes. Paris et Berlin avaient alors créé avec Kiev et Moscou un cadre diplomatique, dit « format Normandie », censé apaiser la situation dans le Donbass, sans que cela ait eu de résultat.

Macron n'a pas pour autant renoncé à chercher une solution qui place l'impérialisme français en bonne position pour profiter des suites de cette guerre. Pourtant, la concurrence est rude, vu

la place prépondérante que Londres et surtout Washington ont déjà prise auprès de l'Ukraine et de plusieurs États de l'Union européenne.

Tout cela donne un aspect pour le moins ondoyant à la politique de l'État français face à cette guerre, contraint de louver entre des impératifs parfois contradictoires et des camps qui s'affrontent. Pourvu que cela favorise les affaires des capitalistes français, Macron saura

habiller ses propres contorsions en clamant qu'elles ménagent les voies de la paix. Le langage hypocrite de la diplomatie sert précisément à cela.

Et qui sait, Macron espère peut-être aussi que, d'avoir envoyé sa ministre auprès de Zelensky à la veille des législatives, vaudra à ses candidats la faveur d'électeurs émus par le sort des populations ukrainiennes, sinon par les sirènes de l'OTAN.

Pierre Laffitte



À Kharkiv.

UE-Russie : embargo moderato

Après de longues discussions, les dirigeants de l'UE ont annoncé le 30 mai une nouvelle série de sanctions contre la Russie. Celle-ci, la sixième en trois mois, vise une partie du pétrole russe mais épargne le gaz.

Outre le placement sur liste noire de nouveaux oligarques et l'exclusion du système de paiement international d'une dixième banque russe, les dirigeants de l'UE ont annoncé qu'ils n'importeront plus de pétrole de Russie par bateau. En revanche, l'oléoduc qui approvisionne la Hongrie, la Slovaquie et la Tchéquie restera ouvert.

Depuis le 24 février, les dirigeants européens affirment leur solidarité avec l'Ukraine, posent aux côtés de Zelensky, ont confisqué les yachts et luxueuses

propriétés de quelques oligarques russes. Pour autant, ils avancent à reculons pour décider, et plus encore pour rendre effectives, les sanctions économiques contre la Russie. La raison est évidente : les dirigeants européens agitent de grands principes démocratiques mais défendent avant tout les intérêts sonnants et trébuchants de leurs capitalistes. Ces derniers, implantés en Russie depuis une vingtaine d'années, y faisaient de bonnes affaires et achetaient des matières premières bon marché.

Depuis trois mois, bien plus que leurs homologues américains, ils subissent eux-mêmes les conséquences des sanctions infligées à la Russie. C'est à contrecœur que la Société Générale, Renault ou Decathlon se sont retirés du marché russe.

Pour le pétrole et le gaz, les enjeux sont encore plus grands. Les gazoducs, dont plusieurs traversent l'Ukraine, continuent d'alimenter à plein régime l'Europe en gaz russe. Et pour cause : comme le formulait en avril le patron du groupe chimique allemand BASF, « si l'approvisionnement en gaz russe était réduit à zéro, cela pourrait plonger l'économie allemande dans sa plus grave crise depuis la Seconde Guerre mondiale. » L'Allemagne, première

puissance industrielle d'Europe, importe plus de la moitié de son gaz de Russie et ne peut pas s'en passer sans modifier sa structure industrielle et engager de lourds investissements.

Concernant le pétrole, en limitant l'embargo aux seules voies maritimes, les chefs de l'UE ont inventé une astuce pour éviter de couper l'approvisionnement pétrolier des pays d'Europe centrale enclavés. Ils ont accordé une dérogation à la Bulgarie qui continuera à être livrée par la mer et une autre à la Grèce, à Chypre et à Malte, dont les tankers continueront à livrer du pétrole russe hors de l'UE « pour ne pas laisser le marché à la Grande-Bretagne et au Japon ». Car la guerre en Ukraine intensifie la guerre

économique entre les capitalistes du monde entier.

Les dirigeants européens n'ont pas agi pour « éviter le conflit avec le Hongrois Orbán », comme l'écrivent les journalistes, ni parce que les sanctions frappent durement la population russe, mais pour défendre les intérêts de leurs trusts face à leurs rivaux, en premier lieu américains. Lourdes ou légères, ces sanctions seront utilisées par le patronat et les politiciens pour imposer de nouveaux sacrifices aux travailleurs et pour justifier l'envolée des prix de l'énergie. Avec la guerre comme avec la paix, les intérêts des capitalistes et ceux des travailleurs sont opposés.

Xavier Lachau



Durisotti - Sallaumines (Pas-de-Calais) : une grève victorieuse sur les salaires

Chez Durisotti, qui transforme des véhicules, notamment pour la police, le patron ne proposait qu'une trentaine d'euros d'augmentation. Avec les prix qui flambent, tous disent que « cela ne paie même pas l'essence pour venir travailler » !

Jeudi 19 mai, la presque totalité des 110 travailleurs des ateliers et une partie des bureaux ont donc fait grève pour une augmentation de salaire à la hauteur. Chacun fait ses comptes et constate que c'est plusieurs centaines d'euros qui manquent. Les grévistes ont voté à l'unanimité 150 euros d'augmentation pour tous et ont élu des représentants,

délégués ou non, pour aller discuter avec le patron.

En quelques heures, la direction a proposé une augmentation de 75 euros net pour les plus bas salaires et 40 euros pour les plus élevés et la mise en place progressive d'un 13^e mois pour tous, qui ne concernait jusque-là que les cadres. Il a accordé en plus une prime « pouvoir d'achat » de 400 euros.

Les grévistes ont longtemps discuté avant d'accepter : avec la journée de grève payée et la prime de 400 euros, beaucoup pensent que parmi les ouvriers « personne ne ressort perdant », même si un bon nombre se demandent si en maintenant la pression, on

aurait pu obtenir plus.

Les augmentations différentes ont bien été vues comme une tentative de diviser, pour chercher à affaiblir les grévistes. L'idée est de continuer à revendiquer les mêmes augmentations pour tous, comme lors de la grève victorieuse de trois jours en 2019. Et si l'augmentation gagnée dans cette grève compense les hausses de prix passées, il faudra y revenir avant la fin de l'année si les prix continuent à s'envoler. Et tous ont vu de nouveau, après les grèves de 2019 et 2020, combien le fait de décider tous ensemble les renforce face au patron.

Correspondant LO

Marseille : billets pour l'Algérie, le mépris et le racket

Plusieurs dizaines de voyageurs se sont retrouvés bloqués devant les portes de l'agence de voyage Algérie Ferries au centre-ville de Marseille dans des conditions indignes.

Depuis une quinzaine de jours les réservations de billets de ferry vers l'Algérie ont été rouvertes, par la compagnie algérienne d'abord, puis quelques jours plus tard par la compagnie Corsica Linea. Ces réservations étaient fermées depuis deux ans, à cause de l'épidémie selon les autorités. Nombre de travailleurs n'étaient plus rentrés chez eux depuis.

Du fait de l'ouverture tardive des réservations, l'afflux de demandes a été massif, saturant l'accès par Internet qui a du coup été fermé. Les demandeurs de toute l'Europe ont alors été renvoyés vers l'agence de Marseille, vite débordée. Ni celle-ci, ni les autorités locales n'ont essayé d'organiser un accueil digne. Un grand nombre de voyageurs se sont retrouvés devant les portes, dans l'attente d'une ouverture des bureaux au compte-gouttes, sans eau, sans toilettes, obligés pour certains de dormir dans la rue et avec un chantage au tarif des billets de passage : l'aller-retour d'une famille de deux adultes et deux enfants plus une voiture aurait atteint la somme de 4000 euros, contre 1800 à 1900 euros habituellement. Des échauffourées



ou des tentatives de forcer les portes de l'agence, inévitables dans ces conditions, se sont produites. La seule réponse des autorités a été l'intervention de la police qui a gazé les personnes qui refusaient de sortir après avoir attendu pendant des jours pour certains

La compagnie maritime Corsica Linea n'a ouvert la location que la semaine précédente, entraînant le brusque afflux des demandes et encore les mêmes difficultés pour les passagers, avec pour seule réponse une intervention de la police à l'aide de gaz !

Voilà avec quel mépris les autorités françaises et algériennes traitent les familles voulant simplement retrouver les leurs en Algérie, à seulement quelques centaines de kilomètres de Marseille.

Correspondant LO

Maisons-Alfort : la mobilisation des locataires a payé

Depuis plus d'un an, les locataires de 227 logements du quartier populaire de Liberté Vert de Maisons-Alfort, se sont organisés et mobilisés.

En effet, leur bailleur In'Li avait programmé le déconventionnement de leurs logements sociaux au 30 juin 2022.

La convention entre un bailleur et l'État impose le plafonnement des loyers. Et, en déconventionnant, In'Li aurait pu considérablement augmenter le loyer au renouvellement du bail ou carrément revendre l'appartement. Mais il a finalement dû déclarer forfait devant l'opposition des locataires.

Le 25 avril 2021, les habitants, réunis en assemblée générale, organisaient la riposte devant commencer par combattre la désinformation. Dans un courrier de l'été au maire LR de Maisons-Alfort, In'Li affirmait que la fin de la convention ne se traduirait pas par des hausses de loyers. Le maire, tout en se disant opposé au déconventionnement, s'empressait de rassurer les locataires en relayant cette information mensongère. Ceux-ci votaient au

contraire la revendication « Non au déconventionnement. Non aux hausses de loyers » et éliaient un collectif de vingt personnes pour mettre en œuvre leurs décisions.

Ni In'Li, ni la mairie n'ont jugé bon de rencontrer les locataires lors d'une réunion dans le quartier. Mais ceux-ci se sont déplacés au siège d'In'Li à la Défense, ainsi qu'au ministère du Logement et à la préfecture du Val-de-Marne. Personne n'a daigné les recevoir, sans que cela entame le moral des participants.

Finalement, le gestionnaire dut avouer son

intention d'augmenter les loyers, tout en s'engageant sous la pression à transmettre par écrit ses projets. Puis In'Li préféra fuir tout contact et s'asseoir sur ses obligations légales d'information en vue d'un déconventionnement.

Finalement, par un courrier signé de la mairie, du président du conseil départemental et du député, tous trois membres du parti LR, les locataires ont eu confirmation le 27 mai que les loyers resteraient conventionnés au 30 juin prochain et ne subiraient pas de hausse. Un bailleur social, Seqens, s'engage à

reprandre à In'Li la gestion des bâtiments avec une nouvelle convention en cours de signature avec l'État. Nul ne sait quelles tractations ont eu lieu entre In'Li, Seqens, la mairie et la préfecture, mais c'est bien la mobilisation des locataires qui a incité tout ce monde à trouver une solution et à lâcher le projet de déconventionnement. Il reste aux locataires à contrôler la durée et le contenu de la nouvelle convention, mais c'est d'ores et déjà une victoire dont ils peuvent être fiers.

Correspondant LO

Continental – Toulouse : les grévistes font reculer la direction

Entreprise sous-traitante de l'automobile, Continental emploie environ 1 600 salariés à Toulouse.

Le personnel de production (fabrication) embauché y représente environ 150 à 200 ouvriers et techniciens.

C'est la saison des négociations salariales. La direction de Continental a proposé d'entrée 2 % d'augmentation, mais elle a assorti cela de toute une série de primes et de l'intégration au salaire d'une partie d'entre elles comme le 13^e mois et l'intéressement. Avec des mesures de repositionnement et « d'amélioration de la vie au travail », elle a clairement annoncé que l'augmentation « pouvait aller jusqu'à 6 % » !

Personne n'ayant été dupe, les syndicats ont appelé à une première assemblée du personnel mercredi 11 mai à la jonction des

équipes : il y est venu plus de 200 personnes, principalement des bureaux. Le personnel de fabrication n'en est pas resté là : il a décidé de débrayer le lendemain, deux heures par équipe. Les augmentations insuffisantes, mais aussi les pressions incessantes dans l'atelier, le non-remplacement des départs et les plans du genre « Saint Exupéry » (économies sur le personnel) ont fait grandir la colère. Il s'y ajoute des dépenses somptuaires, vécues comme une insulte par tous ceux qui gagnent peu et à qui on refuse de vraies augmentations. Les 440 millions de dividendes distribués aux actionnaires du groupe ont le même effet. Jeudi 19 mai, lors d'une



nouvelle assemblée du personnel tenue à plus de 250, un représentant syndical proposait de décider de la grève : 80 personnes la votaient, essentiellement la production et les supports de production présents, un seul contre et tout le restant ne participant pas au vote. La revendication qui s'en dégageait était une augmentation de 200 euros pour tous.

Ce qui fut dit fut fait : la grève était immédiate pour l'équipe d'après-midi, et s'enchaînait d'équipe en équipe y compris jusqu'au week-end. La production s'est retrouvée à l'arrêt, plus rien ne sortant et les grévistes préparant cartons et

banderoles pour leur grève.

À l'assemblée générale du lundi 23 mai, la grève a été confirmée, et une délégation de grévistes est allée porter les revendications à la directrice des ressources humaines. Ils ont eu droit à la même propagande patronale, dans le genre : « Vous ne vous rendez pas compte de tout ce que Continental fait pour vous ! » Mais les grévistes ne se sont pas laissés impressionner et ont tenu tête, contents d'avoir dit son fait à la DRH.

Le week-end de l'Ascension était un deuxième obstacle à franchir : les grévistes ont maintenu le cap et leur grève jusqu'au lundi 30 mai. Finalement,

ce jour-là, la direction lâchait un talon de 90 euros pour les salaires inférieurs à 1 900 euros, et 80 euros au-dessus, avec l'intégration d'une partie de l'intéressement au salaire, soit 80 euros. L'assemblée des grévistes, réunie à 14 heures, décidait d'arrêter la grève le soir à 22 heures. La solidarité entre équipes a payé, et pour la première fois, la grève a duré plus d'une semaine sans interruption.

Contents d'avoir fait reculer la direction, les grévistes ne s'en tiennent pas quittes pour autant : ils savent que l'inflation va grignoter ce qu'ils ont gagné, et sont prêts à remettre ça.

Correspondant LO

Renault-Technocentre : PEI toujours en grève

Au Technocentre Renault à Guyancourt, dans les Yvelines, la majorité des travailleurs de la société de ménage PEI continuent la grève depuis fin avril. Ils refusent de perdre une journée de salaire par semaine.

En effet, fermant certains bâtiments du site les vendredis, la direction de Renault baisse la prestation de PEI de 25%. Pour les travailleurs du ménage, cela va se traduire par une perte de salaire de 200 à 300 euros, alors qu'ils touchent à peine le smic. Il y a aussi des

menaces de suppressions d'emplois.

Seulement trente salariés sur 130 sont au travail. Depuis le 5 mai, la direction de Renault a interdit aux grévistes d'entrer au Technocentre, d'abord en leur supprimant l'accès, puis en plaçant des barrières à

l'entrée principale du site.

Lundi 30 mai, une vingtaine de travailleurs en grève sont allés rendre visite au siège social de PEI à Morangis. Il y avait de l'ambiance, les travailleurs scandant : « Nettoyage, esclavage » et racontant qu'ils sont aux portes du Technocentre de 5 heures du matin à 18 heures. La direction prévoyait une réunion mercredi 1^{er} juin. Mais, à juste titre, les travailleurs ne lui faisaient pas confiance.

Mardi 31, PEI a fait venir des travailleurs intérimaires de chez Adecco pour remplacer les grévistes. À l'entrée principale, ceux-ci leur ont expliqué la raison de leur mouvement, car tous sont mal payés et précaires. Venant de différentes régions du monde, tous se sont compris et certains travailleurs intérimaires, ne voulant pas briser la grève, ne sont pas rentrés sur le site.

« On ne lâche rien », disent les travailleurs de PEI. C'est le donneur d'ordres, Renault, qui doit lâcher et garantir tous les salaires.

Correspondant LO

Vallourec – Saint-Saulve : les patrons voyous ferment l'usine

La multinationale Vallourec, qui a réalisé plus de 3 milliards de chiffre d'affaires, en hausse l'année passée, a annoncé 3 000 licenciements dans le monde, dont 250 dans le Nord.

Cela inclut entre autres la fermeture de la tuberie de Saint-Saulve.

Il y a encore dix ans, plus de 1 500 salariés y travaillaient, mais cette usine a été progressivement découpée et liquidée, au fil de plans de licenciements. Seuls une centaine sont encore présents, sans parler des sous-traitants, que personne ne compte.

L'État, actionnaire de Vallourec, et les collectivités territoriales ont été complices de chacune de ces opérations, n'hésitant pas à ouvrir le portefeuille pour arroser les patrons licenciés, « plus de 700 millions », dénonce un maire voisin. Xavier Bertrand s'indigne dans une mise en scène qui lui est habituelle, affirmant qu'il « ne leur fait pas confiance », et va même demander des « explications » à l'État!

Les politiciens de gauche

comme de droite se sont régulièrement succédé devant l'usine afin de jurer la main sur le cœur qu'ils la sauveraient. Les politiciens ne disposent en réalité d'aucun pouvoir, ils se prosternent même devant celui des actionnaires. Le PCF, lui, fait appel à la nouvelle Première ministre pour « sauver ce fleuron industriel. » Mais ce sont les travailleurs qu'il faut sauver. La mise en concurrence, les sacrifices imposés pour « éviter la fermeture » n'auront été que des prétextes pour les presser jusqu'à la fin.

Il n'y a aucune raison d'accepter de tels reculs, ni d'espérer dans les promesses des directeurs et des politiciens face aux calculs cyniques des actionnaires. Il faut leur imposer, quoi qu'il arrive, de continuer à payer les salaires des travailleurs aujourd'hui menacés.

Correspondant LO



Les grévistes pique-niquent à la station service des hauts cadres.

Aiguilleurs SNCF : un préavis levé sans l'accord des grévistes

Alors qu'une grève s'annonçait particulièrement suivie chez les aiguilleurs le 25 mai, les syndicats ont levé leur préavis quelques jours auparavant.

Depuis mars, dans plusieurs Établissements Infra-Circulation (EIC) en Aquitaine, Alsace, Lorraine, Paca, Midi-Pyrénées, différents mouvements de grève d'une journée ou plus ont eu lieu chez les aiguilleurs. À plusieurs reprises, ils ont compté 80-90% de grévistes contre les 20-30% habituels, du jamais-vu depuis les grèves de 1995.

Le mécontentement sur les conditions de travail et les bas salaires est à l'origine de cette ébullition. Depuis plus de dix ans, le sous-effectif dans les postes d'aiguillage devient insupportable. Il est aussi orchestré par la direction qui projette la fermeture de tous les postes d'aiguillage en France. Ils seraient alors télécommandés depuis une quinzaine de postes informatisés.

Les salaires sont très bas, malgré un travail en 3x8 comprenant les week-end et jours fériés. La pression et

les contrôles incessants des chefs s'y ajoutent, de sorte que les jeunes embauchés démissionnent fréquemment. Les aiguilleurs affectés à la réserve tournent comme des toupies pour remplacer un collègue en cas d'absence et des chefs doivent parfois couvrir les postes vacants. Certains réservistes parlent de quitter la SNCF ou de demander une mutation quand c'est possible.

Des mouvements locaux est née l'idée de faire du 25 mai une journée nationale de grève dans tous les EIC, lancée par les syndicats Sud-Rail, CFTD et UNSA, la CGT choisissant de poser différents préavis locaux.

Cette journée s'annonçait particulièrement suivie, et c'est ce qui a amené la direction à proposer aux syndicats une prime exceptionnelle de 600 euros brut pour tous les aiguilleurs de France, et la majoration d'une prime de travail de 20%, uniquement



pendant sept mois. C'était en tout et pour tout l'équivalent de 1000 euros brut versés de manière exceptionnelle, mais aucune augmentation de salaire. La direction ajoutait à cela la promesse de deux cents embauches supplémentaires, ce qui est très insuffisant. Vu les conditions de travail et de rémunération, il y a d'ailleurs peu de candidats et beaucoup de démissions.

La direction conditionnait tout cela à la levée du préavis de grève du 25 mai, donnant aux syndicats jusqu'au 19 mai minuit pour le lever. Finalement, en l'espace de 48 heures, ceux-ci ont décidé à la place des grévistes et cédé au chantage de la direction.

Pour de nombreux chemins, ces 1000 euros étaient certes bons à prendre, mais loin de nos revendications car ce sont tous les mois qui sont difficiles.

Des jeunes n'ayant encore jamais fait grève étaient engagés dans le mouvement et le nombre de déclarations d'intention de grève était massif. Dans plusieurs secteurs, des cheminots en colère après ce lâchage des syndicats se sont mis en grève spontanément le 25, ayant à subir les pressions non seulement de la direction mais parfois de bureaucrates syndicaux, dont certains affirmaient que les grévistes mettaient en danger les conquêtes obtenues pour les aiguilleurs à

l'échelle nationale!

Déjà, en décembre dernier, les syndicats obéissant à un ultimatum de la direction, avaient levé un préavis quelques heures avant le déclenchement d'une grève chez les conducteurs et contrôleurs de l'axe Paris-Sud-Est. C'est aux cheminots et à eux seuls de décider. Le mécontentement croissant sur les salaires et les effectifs, à la SNCF comme ailleurs, est peut-être annonciateur d'un mouvement plus général. Si c'est le cas, il sera vital que les grévistes, syndiqués ou non, le contrôlent démocratiquement au travers d'assemblées générales et de comités de grève.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal juin 2022.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du

reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside

en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org



Avec le soutien de
**NATHALIE
ARTHAUD**

Élections législatives
**LE CAMP DES
TRAVAILLEURS**
lutte
ouvrière

Législatives: avec Lutte ouvrière, des candidats du monde du travail

Travailleuses hospitalières, agents de conduite dans les transports, auxiliaires de vie, postiers, employées de supermarché, ouvriers ou enseignants, les candidates et candidats de Lutte ouvrière sont à l'image du camp des travailleurs. Ils seront présents dans les 546 circonscriptions de métropole et de l'île de La Réunion. Avec les candidats de Combat ouvrier aux Antilles, cette présence s'étendra

aux huit circonscriptions de Martinique et de Guadeloupe.

Dans le sillage du programme popularisé par Nathalie Arthaud pendant la campagne présidentielle, ces candidates et ces candidats affirmeront que le camp des travailleurs doit se faire entendre, s'organiser et se battre pour défendre ses intérêts.

Dix jours de campagne à peine nous séparent du premier tour et toutes les

aides seront les bienvenues pour faire entendre notre voix. Collage d'affiches, distributions de tracts, bien sûr, mais aussi discussions avec nos proches, dans les quartiers et sur les lieux de travail.

Tous ceux qui le souhaitent peuvent prendre contact avec les militants Lutte ouvrière de leur milieu, sur le site de Lutte ouvrière ou en écrivant au journal.

Luc Dubois, préparateur de commandes dans le Nord



acceptant que certains magasins soient revendus à un margoulin, condamné pour abus de biens sociaux et banqueroute.

Certains collègues et moi en avons tiré de l'expérience que nous ne pouvions vraiment compter que sur nous et nos mobilisations, et non sur un quelconque «sauveur suprême».

Je me rappelle avoir vu ces illusions quand j'étais jeune, lors du résultat de l'élection de Mitterrand en 1981: mes parents et des voisins étaient sortis sur le pas de porte en criant «On a gagné»... et je me rappelle aussi surtout de leurs désillusions et de la démoralisation que cela a engendrée, quand la gauche a mené sa politique au service de la bourgeoisie, contre les travailleurs.

Vivre dans une société débarrassée de l'individualisme, des guerres, de la misère, vivre dans une société fraternelle, cela passe par la lutte pour la débarrasser du capitalisme.

Candidat dans la 5^e circonscription du Nord, la lutte de classe, c'est mon patron qui me l'a apprise, quand il a compris que j'avais envie d'aider les travailleurs à s'organiser dans l'entrepôt où je travaille, qui fournit des magasins de chaussures.

Les petits combats que nous avons pu mener nous ont fait constater la rapacité de nos patrons et la complicité de l'État à leur service: les gendarmes prenant fait et cause pour notre patron lors d'une grève; ou les tribunaux de commerce

Eddy Le Beller, technicien à Saint-Nazaire



sont difficiles et les salaires, autrefois parmi les plus élevés de la région dans l'industrie, sont devenus aussi bas que partout ailleurs, souvent proches du smic.

Si la situation des travailleurs s'est beaucoup dégradée ces dernières années, il n'en va pas de même pour les actionnaires de la zone industrielle qui s'étend sur les bords de la Loire. Airbus, Total, le chantier naval, General Electric, Yara et bien d'autres encore croulent sous les commandes et les bénéfiques, pour certains à des niveaux jamais atteints malgré le ralentissement de l'activité durant les deux années Covid.

L'explication de cette prospérité patronale est simple: les rythmes de

travail, partout, ont augmenté; les embauches – quand elles ont lieu – se font de plus en plus souvent avec des contrats précaires, comme le contrat à durée de chantier, et les salaires ont stagné voire baissé. Avec l'inflation, le pouvoir d'achat des travailleurs est en chute libre. Et cela oblige à se loger loin des lieux de travail dans une région où la proximité de la mer ajoute à la flambée des prix des logements.

Je suis candidat pour dénoncer cette situation où ceux qui produisent toutes les richesses sont dépossédés par les détenteurs des capitaux. Et pour affirmer que le monde du travail, par ses luttes, a la force collective d'inverser ce rapport de force.

Charline Joliveau, employée de banque à Paris



tenues et la moindre minute de retard. Je croyais retrouver mon ancienne patronne.

J'ai contacté la CGT pour me syndiquer. Ce n'était pas très bien vu et la direction a préféré me muter dans un centre administratif. C'est là que j'ai été élue déléguée du personnel et qu'un peu plus tard, j'ai rencontré les militants de Lutte ouvrière, qui m'ont fait découvrir les idées communistes.

Aujourd'hui, les centres administratifs ont presque tous disparu. Le Crédit lyonnais est devenu LCL, nous ne sommes plus que 17 000, contre 42 000 au début des années 1980. Le courrier, le transport de fonds ont été transférés à des sous-traitants, les clients traitent eux-mêmes une partie des opérations. Mais c'est surtout le développement des technologies qui a permis aux patrons de réduire les effectifs.

Dans le même temps, les bénéfiques des banques, qui se chiffraient à l'époque en millions de francs, s'élèvent aujourd'hui à des centaines de millions, voire des milliards d'euros.

Candidate dans la 2^e circonscription de Paris, j'ai commencé à travailler à 17 ans après mon Bac, chez des commerçants qui employaient des filles peu qualifiées. J'étais révoltée par leur mépris, nous n'avions pas de vestiaires, le fils des patrons draguait toutes les nouvelles.

Entrée au Crédit lyonnais en 1985, j'ai connu ma première grève en 1986. Il y avait un surcroît de travail à cause de l'informatisation des dossiers, je me souviens que nous avons porté un chariot plein de dossiers dans le bureau d'un chef. Puis j'ai travaillé dans une agence où la directrice faisait des remarques sur les

À nos lecteurs et électeurs

Lutte ouvrière a fait imprimer à destination des bureaux de vote des bulletins à hauteur de 50 % du nombre d'électeurs inscrits, en plus des bulletins envoyés à domicile. Il y aura, par exemple, 500 bulletins pour un bureau de 1000

électeurs. Cela devrait suffire, à condition que nos bulletins soient bien répartis. Nous serons reconnaissants à tous nos lecteurs et amis de nous aider à le vérifier, par exemple en allant voter dès l'ouverture des bureaux de vote, dimanche 12 juin

à 8 heures. Si nos bulletins manquaient dans un bureau de vote, merci de nous en avertir aussitôt:

- par téléphone: **01 48 10 86 20**
- ou par courriel: **contact@lutte-ouvriere.org**
Merci à tous!

Pour voter par procuration

Si vous voulez voter pour Lutte ouvrière et que vous ne pouvez pas vous déplacer le 12 juin, jour du scrutin, vous pouvez faire une procuration.

La démarche officielle peut se faire en ligne: <https://www.maprocuration.gouv.fr> avant validation au commissariat ou à la gendarmerie. Il n'est pas nécessaire

d'habiter la même commune. Une personne peut être mandatée pour deux procurations.

Si vous voulez être mis en relation avec une personne susceptible de porter votre procuration, remplissez le formulaire en ligne: <https://www.lutte-ouvriere.org/procuration>